

M. Darling: Monsieur le Président, j'ai cité ces propos parce qu'ils semblent refléter l'opinion et le sentiment de bien des gens des petites et grandes entreprises du pays . . .

M. Manly: Quelle est votre opinion?

M. Darling: Un instant! En ce qui me concerne, je vis dans une région rurale où le chômage est saisonnier depuis des années. Une période difficile est sur le point de débiter et elle durera jusqu'à l'année prochaine. J'espère que l'assurance-chômage continuera d'être disponible. Toutefois, il est plus important que le programme d'assurance-chômage soit bridé.

Il vaut beaucoup mieux avoir des emplois sûrs que des emplois cataplasmes. Je dois admettre que, dans ma propre circonscription, des emplois de dix à douze semaines ont été créés tout simplement pour que des personnes acquièrent le droit à l'assurance-chômage pour une autre année. Il serait beaucoup plus satisfaisant d'arriver à relancer l'économie et à créer des emplois qui ne soient pas seulement provisoires comme débroussailler, creuser et remplir des trous, comme cela s'est déjà vu. Je ne dis pas que cela est arrivé récemment. Toutefois, ce sont là des choses que nous espérons éviter.

[Français]

M. le vice-président: Questions et commentaires. L'honorable député de Montréal-Sainte-Marie a la parole.

M. Malépart: Je désire poser une question, monsieur le Président.

Je pense que mon honorable ami l'honorable député sait très bien que le problème numéro 1 de la population canadienne c'est le chômage. Ils veulent des actions pour la création d'emplois. Par contre le problème numéro 1 pour les chefs d'entreprises, les multinationales, c'est le déficit. Est-ce que mon honorable ami pourrait dire pourquoi son gouvernement a tenu compte strictement des propos du Conseil du patronat et de ces gens-là, savoir réduire le déficit et augmenter le taux de chômage?

• (1540)

[Traduction]

M. Darling: Monsieur le Président, nous avons dit de façon péremptoire que le déficit était primordial. Cependant, le premier ministre (M. Mulroney) et le gouvernement ne font pas passer l'emploi au second rang, après le déficit. Il va falloir s'attaquer résolument aussi bien à l'emploi qu'au déficit. Il est certain qu'il va y avoir des suppressions d'emplois. Comme cela a déjà été dit, il y a des postes à la Fonction publique qui vont être supprimés. Il y a environ 1,200 ou plus de ces postes qui ne sont pas encore en évidence, mais qui devraient être pourvus ultérieurement. Ils ne le seront pas. Je sais parfaitement que l'emploi est primordial, le premier ministre (M. Mulroney) et le gouvernement le savent aussi. C'est le gouvernement précédent qui nous a légué nos 1.4 million de chômeurs. Je suis bien persuadé que le gouvernement actuel aura une meilleure performance dans un an. D'après les derniers chiffres, ceux du mois de septembre, le nombre des chômeurs a baissé.

[Français]

M. Malépart: Monsieur le Président, est-ce que mon collègue et ami de l'autre côté de la Chambre peut m'indiquer ce mini-budget dans ce discours du Trône et me dire à quel endroit je puis encourager mes électeurs, étant donné que lui aussi a des électeurs qui vont le voir, qui se cherchent des

L'Adresse—M. Darling

emplois, mais à quel endroit est-ce que je puis encourager mes électeurs et leur dire: Voici, le gouvernement conservateur a fait quelque chose, il y a une solution pour toi, tu auras un emploi permanent? Mais à quel endroit est-ce que je puis retrouver cela dans ce document-là?

[Traduction]

M. Darling: Monsieur le Président, en ce qui concerne le document, les Canadiens ont toute confiance, et il est certain qu'ils ont donné au gouvernement actuel le mandat de réorienter l'économie, de ne plus demander au gouvernement de s'entremettre en créant par exemple des emplois pour la décoration d'une église. C'étaient là de simples cataplasmes, absolument sans lendemain. C'est ce que j'ai dit dans mon discours, et c'est ce que le premier ministre va faire. A ce qu'il semble bien, les Canadiens sont d'accord là-dessus.

Oui, nous savons qu'il y a beaucoup de chômage et nous savons que cela va continuer. Les chiffres ne sont pas très roses. D'après les prévisions, il va y avoir 10 p. 100 de chômage au cours des quatre ou cinq années à venir. Si nous parvenons à relancer l'économie, les entreprises petites et grandes vont se mettre à embaucher. D'ailleurs les entreprises sont enchantées des déclarations du ministre des Finances (M. Wilson). Ces déclarations ont fait naître la confiance. Les entreprises vont se mettre à agrandir leurs locaux. Elles n'avaient pas confiance dans le gouvernement précédent. Elles refusaient de dépenser un sou, parce qu'elles ne savaient jamais à quoi s'attendre de la part du gouvernement. La situation va s'améliorer.

[Français]

M. Rossi: Monsieur le Président, j'aimerais demander à l'honorable député quand il parle de «band-aid jobs» s'il veut parler des emplois qui ont été créés pour des étudiants pendant la période d'été dans notre programme Canada Été au travail pour les étudiants et, étant donné que le ministre du Travail (M. McKnight) dans son budget a complètement coupé les travaux Canada Été au travail pour les étudiants, est-ce que, eux, ils pourront avoir un programme afin d'avoir des étudiants au travail pendant toute la saison d'été, comme nous nous l'avons fait de ce côté-ci de la Chambre.

[Traduction]

M. Darling: Monsieur le Président, quand j'ai parlé d'emplois qui n'étaient que des palliatifs, je ne songeais certes pas au programme pour les étudiants. Il faut espérer que l'économie se sera beaucoup raffermie l'été prochain afin que bon nombre de ces étudiants puissent trouver du travail dans les entreprises privées et les commerces. En parlant de palliatifs je pensais plutôt aux emplois créés dans le cadre des projets de travaux d'hiver que les municipalités présentaient dans le but de faire déblayer leurs routes. Ces emplois auraient existé de toute façon. Voilà ce que j'avais à l'esprit, c'est-à-dire des emplois sans avenir. Je reconnais au gouvernement tout le mérite qui lui revient pour ce qu'il a fait des travaux d'hiver de l'an dernier. Nous en étions rendus à payer des salaires et à donner de l'aide à des particuliers et à des entrepreneurs pour qu'ils agrandissent ou rénovent leurs locaux. Le gouvernement a eu raison de subventionner des salaires. Beaucoup de députés des deux côtés de la Chambre vous diront que ces projets n'ont été d'aucune utilité pour l'économie canadienne.